



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa
Europski parlament Parlamento europeo Eiropas Parlaments Europos Parliamentas Európai Parlament
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN POUR L'OBSERVATION DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES AU SENEGAL

24 février 2019

RAPPORT DE LA DELEGATION DU PARLEMENT EUROPÉEN PRESIDEE PAR M. STEFAN GEHROLD

Annexes:

A. Liste des participants

B. Déclaration de la délégation du Parlement européen

Introduction et contexte des élections:

Les élections présidentielles sénégalaises se sont déroulées dans un contexte politique sans précédent : un nombre très réduit de candidats autorisé par les autorités compétentes à concourir ; des partis traditionnels absents du scrutin ; l'esprit de consensus qui a prévalu pendant de longues décennies dans la vie politique sénégalaise mis à mal par les dernières réformes institutionnelles.

En effet, le 14.01.2019, la Cour Constitutionnelle a validé l'interdiction faite à deux des principaux candidats de se présenter, Karim Wade et Khalifa Sall, en raisons de condamnations judiciaires, ne laissant que 5 candidats en lice. Ces deux candidats écartés se sont vigoureusement opposés à la décision jugée partielle et dictée par le Président sortant, candidat à sa réélection, Macky Sall. Une escalade verbale et des incidents qui ont émaillé la campagne ont fait craindre une explosion de violence à l'approche du scrutin. Les propos de Abdoulaye Wade, ancien Président (2000-2012) et père du candidat écarté Karim Wade, appelant, depuis la France, à un boycott des élections puis à toute action visant à les décaler n'ont néanmoins pas été entendus et suivis d'effets. Son appel, quasi insurrectionnel, est resté minoritaire et n'a pas suscité l'élan espéré. Les violences entre partisans mi-février ont poussé les candidats et la communauté internationale à appeler au calme et au déroulement pacifique de la campagne.

En raison de la limitation du nombre de candidats mais aussi du fait de la recomposition du paysage politique, certains partis politiques pourtant majeurs de la vie politique sénégalaise étaient absents du scrutin. Le Parti Socialiste, qui a gouverné le pays pendant plusieurs décennies, n'est représenté qu'en tant que membre d'une large coalition entourant le président sortant, et le Parti Démocratique Sénégalais n'est pas représenté, en raison de l'interdiction de concourir faite à K. Wade. Cette situation inédite est symptomatique d'une tendance de fond qui voit l'émergence de nouvelles figures et configurations politiques inédites qui n'existaient pas jusqu'alors.

Enfin, la réputation du Sénégal d'être l'un des pays les plus stables sur le plan politique du continent africain a sensiblement pâti de l'affaiblissement de l'esprit de consensus qui prévalait auparavant. A la différence des précédents scrutins celui de février 2019 est marqué par une défiance notable et inédite entre le pouvoir et l'opposition, née d'un certain nombre de décisions et réformes prises au cours des dernières années. La plus symptomatique est l'adoption du nouveau système de parrainage pour l'enregistrement des candidats : si l'idée d'introduire un système de parrainage citoyen (entre 0,8 et 1 % du corps électoral) permettant de filtrer les candidatures peu représentatives ou fantaisistes est appréciée par de nombreux observateurs, sa mise en œuvre a été très controversée (notamment avantage au candidat déposant sa liste en premier, processus de vérification insuffisamment transparent etc.), suscitant une défiance de la part de certains candidats et de certaines organisations de la société civile dans le processus électoral. Les polémiques sur les propos du Ministre de l'Intérieur, responsable des élections, en faveur de la réélection du Président sortant, ou sur la création de nouveaux bureaux de vote et les conditions dans lesquelles les électeurs de ces bureaux devaient retirer leurs cartes de vote a également ajouté à ce climat non consensuel à la veille du scrutin.

Composition de la délégation du PE et programme

La délégation, conduite par M. Stefan Gehrold (PPE, DE) était composée de 5 députés, de 4 États membres et 2 groupes politiques. Elle était intégrée dans la mission d'observation de l'Union dirigée par Mme Elena Valenciano (S&D, ES).

Le programmes s'est articulé autour de réunions avec certains candidats (dont le Président sortant) ou leurs représentants ; les représentants des autorités électorales compétentes ; les observateurs nationaux et internationaux ; des représentants de la société civile; la délégation de l'UE, les représentants des États membres et l'Équipe Cadre.

Le jour du scrutin, la délégation s'est scindée en trois équipes qui ont observé à Dakar / Dakar Sud, Dakar / Dakar Est, et Saint Louis.

Principaux points et conclusions

En plus des conclusions préliminaires de la MOE présentées par l'Observateur en Chef lors de la Conférence de Presse et auxquelles il a souscrit pleinement, un certain nombre de points ont été mis en avant par la délégation du PE par la voix de son président :

-
- L'absence de violence, malgré quelques incidents préoccupants lors de la campagne : l'appel au calme a prévalu.
- le rôle des jeunes et des femmes dans cette élection. Malheureusement, la place des femmes dans la vie politique sénégalaise est encore trop marginale, et certainement en deçà de leur poids dans la vie économique et sociale du pays. Une meilleure représentativité de tous et toutes est une étape essentielle dans la consolidation démocratique du Sénégal.
-
- le système de parrainage citoyen, tel qu'il a été conçu et mis en œuvre, a restreint le choix offert aux électeurs (20 des 27 impétrants ont été recalés en raison de ce système, les deux derniers l'ayant été pour des raisons judiciaires), et devrait être corrigé pour les scrutins à venir. Ceci est d'autant plus important que pour les scrutins locaux / parlementaires, il sera aisé d'identifier les électeurs qui ont parrainé, de leur signature, la candidature de l'un ou l'autre personnalité politique, de la majorité ou de l'opposition. L'absence d'anonymat dans le processus de parrainage au niveau local soulève la question de possibles interférences et pressions sur certains électeurs.
- De plus, à l'instar de nombreux autres pays, en Europe ou dans le reste du monde, la vie politique sénégalaise s'organise de plus en plus autour de personnalités charismatiques, au détriment des corpus programmatiques des partis. Or, un parti politique vit et prospère grâce à la colonne vertébrale que représente sa doctrine, et ne peut compter que sur son leader pour s'épanouir et perdurer.
- Enfin, la question du dialogue entre forces politiques sénégalaise est centrale dans cette élection. Si la majorité parlementaire a pu mener un certain nombre de

réformes, elle aurait pu associer plus avant l'opposition et la société civile. Le dialogue est symptomatique et consubstantiel de la démocratie sénégalaise, et le nouveau président devra s'assurer du caractère inclusif retrouvé des décisions à venir.

Resultats finaux de l'élection

Inscrits	6 683 043	
Votants	4 428 680	
Exprimés	4 386 139	66,27 %
Macky Sall	2 555 426	58,26 %
Idrissa Seck	899 556	20,51 %
Ousmane Sonko	687 523	15,67 %
El Hadji Sall	178 613	4,07 %
Madické Niang	65 021	1,48 %

Suivi de la mission

Par le biais de ses différents organes, le Parlement européen va veiller à ce que les recommandations qui seront émises soient mises en œuvre. Il s'associera donc autant que faire se peut à la mission de retour de l'observatrice en chef, et veillera également à l'association de la société civile sénégalaise à cet exercice.

Notamment, une action ciblée pourra être envisagée avec l'Assemblée Nationale du Sénégal (qui a déjà bénéficié d'un soutien du PE pour le renforcement de ses capacités en 2013, comme rappelé par le Président de la République).

A. Liste des participants

Mr Stefan GEHROLD, Chef de délégation

PPE (Allemagne)

Mr Boguslaw SONIK

PPE (Pologne)

Mme Linda McAVAN

S&D (Royaume Uni)

Mme Soraya POST

S&D (Suède)

Mme Lidia GERINGER de OEDENBERG

S&D (Pologne)

B. Déclaration de la délégation du Parlement européen

Dakar, le 26 février 2019

<p style="text-align: center;">DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DE L'UNION EUROPEENNE ELECTION PRESIDENTIELLE AU SENEGAL, 24 FEVRIER 2019</p>

Mesdames, Messieurs,

À mon tour de vous saluer et vous souhaiter la bienvenue à cette conférence de presse. Je suis Stefan Gehrold, et conduis la délégation du Parlement européen qui est intégrée dans la mission d'observation de l'Union dirigée par ma collègue députée européenne Elena Valenciano. La délégation du Parlement européen est composée de cinq députés venant de quatre États membres différents, accompagnés de membres du secrétariat.

En tout premier lieu, je voudrais remercier le peuple sénégalais pour son invitation à venir observer les élections, mais aussi pour son accueil chaleureux, lors des différentes réunions et dans les bureaux de vote, et le féliciter pour son enthousiasme et son engagement lors de ces élections.

Les conclusions présentées par la Cheffe de la Mission d'Observation, Elena Valenciano, nous semblent tout à fait refléter la réalité de ce scrutin important, et nous y souscrivons pleinement. Le scrutin s'est bien déroulé, dans de bonnes conditions, et le peuple sénégalais est le premier vainqueur.

Je voudrais juste compléter quelques éléments qui ont été mis en avant.

Tout d'abord, il y a lieu de se féliciter qu'aucun acte de violence majeur n'ait été observé. Nous savons tous à quel point une élection présidentielle peut être la source ou la caisse de résonance de conflits larvés, et cette région du monde ne fait pas exception à la règle. Malgré quelques incidents que nous déplorons tous, et nos pensées vont notamment aux victimes, les appels au calme ont été entendus lors de la campagne. La nature pacifique et profondément démocrate des Sénégalais a fait que, même dans les cas où la critique s'est exprimée clairement, cela n'a pas été fait de manière agressive.

Je voudrais aussi souligner la forte participation des électeurs à ce scrutin, et en premier lieu celle des jeunes, qui ont su se mobiliser. Les femmes aussi ont été très présentes comme électrices ce dimanche, et il faut s'en féliciter. Cependant, il revient encore aux partis politiques sénégalais et à leurs dirigeants de faire en sorte que plus de femmes soient présentes à des postes éligibles, afin que la classe politique soit plus représentative de la société sénégalaise.

Un autre point important est celui du changement du système des parrainages nécessaires. Nous comprenons le raisonnement qui a sous-tendu le choix d'élargir cette obligation aux candidats des partis politiques, pour s'assurer que l'élection présidentielle soit une compétition entre candidats qui ont une assise et une implantation relativement représentatives. Le fait est néanmoins que l'introduction de ce filtre des parrainages et sa mise en œuvre ont pu restreindre le choix offert aux électeurs. Ceci nous interpelle.

De la même manière, il apparaît que l'information liée aux nouveaux bureaux de vote (et donc au retrait de nouvelles cartes d'électeurs pour une petite frange de la population) n'était pas suffisante, ce qui a créé une vraie confusion parmi de nombreux électeurs. Nous en avons par exemple été, à titre personnel, témoins dans la commune de Pikine.

Il est également notable que deux des principaux partis politiques autour desquels s'est organisée la vie politique sénégalaise depuis de nombreuses décennies sont absents de ce scrutin. Qu'elle qu'en soient les causes profondes ou immédiates, cette configuration politique inédite reflète une tendance de fond où les partis s'organisent toujours plus autour d'une personnalité charismatique et centrale. Cette évolution s'observe dans de nombreux autres pays du monde. A titre personnel, je suis convaincu de la nécessité d'une structuration durable des partis politiques au-delà de leurs leaders, du besoin de faire vivre un parti politique autour de la colonne vertébrale de son programme.

Enfin, la question du dialogue entre les forces politiques sénégalaises mérite d'être soulevée. Nombreux sont ceux qui nous ont alerté sur le fait que les dernières modifications électorales depuis deux ans ont été menées, certes, grâce à la majorité parlementaire, mais que le dialogue avec l'opposition et la société civile aurait pu être plus poussé. Le dialogue et la conciliation, qui avaient permis à la démocratie sénégalaise de s'enraciner et s'épanouir depuis de nombreuses décennies, doivent être conservés, à l'image, d'ailleurs, du scrutin de dimanche lors duquel les décisions liées à la clôture et au décompte étaient prises de façon consensuelle et conciliatrice entre les membres des bureaux de vote et les représentants de tous les candidats.

Il reviendra au futur Président de la République de prendre toutes les mesures, tant concrètes que symboliques, pour restaurer cet esprit de dialogue entre la majorité et l'opposition. Il lui reviendra de confirmer, par ses actes et ses paroles, que la démocratie sénégalaise est vivace et inclusive, et un exemple pour de nombreux pays. L'Union européenne sera toujours aux côtés du Sénégal et du fier peuple sénégalais pour mener à bien cette entreprise.

Je vous remercie.
